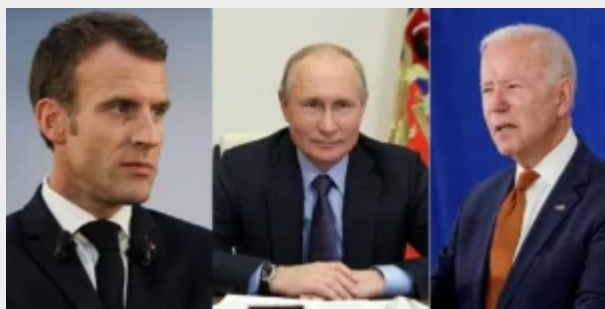


Arrêter Poutine – ou arrêter les dirigeants occidentaux ?



[Source : numidia-liberum.blogspot.com]

Par Finian Cunningham

Si quelqu'un doit faire face à des poursuites pour crimes de guerre, c'est bien le président ukrainien Vladimir Zelensky et ses commandants adeptes des nazis, ainsi que leurs parrains : les dirigeants américains, européens et de l'OTAN.

Les organes de propagande occidentaux (également connus sous le nom de « médias d'information ») sont soudainement pleins d'informations selon lesquelles la Cour pénale internationale basée à La Haye a émis un mandat d'arrêt contre le président russe Vladimir Poutine.

La couverture exagérée (c'est-à-dire l'orchestration) est destinée à donner au stratagème juridique ridicule une impression de gravité et de signification alors qu'en réalité le soi-disant mandat d'arrêt n'a pas de sens et fait partie du théâtre politisé kitsch.

Aux côtés de Poutine, la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, est également désignée comme personne recherchée pour faire face à des poursuites pour « crimes de guerre ». Les crimes présumés sont liés à la supposée expulsion d'enfants vers la Russie lors de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine menée depuis février 2022.

La base du mouvement de la CPI est aussi fragile qu'un ballon météo errant. C'est aussi une déformation audacieuse et ridicule de la réalité. La Russie a évacué des milliers de civils, y compris des enfants, des régions anciennement de l'est de l'Ukraine qui font maintenant partie de la Fédération de Russie pour la raison précise de les mettre à l'abri du régime nazi de Kiev soutenu par l'OTAN, et dont les forces ont aveuglément bombardé Donbass et d'autres régions.

Si quelqu'un doit faire face à des poursuites pour crimes de guerre, c'est bien le président ukrainien Vladimir Zelensky et ses commandants adeptes des nazis, ainsi que leurs parrains : les dirigeants américains, européens et de l'OTAN.

Le régime de Kiev bombarde le Donbass depuis neuf ans, depuis que le coup d'État de la CIA a porté au pouvoir cette jungle fasciste. L'OTAN a formé le

bataillon Azov et d'autres paramilitaires, de type Waffen SS, qui tirent des roquettes HIMARS fournies par les États-Unis avec l'aide de mercenaires américains, britanniques, français, allemands, canadiens et polonais. La Russie est intervenue en Ukraine l'année dernière pour mettre fin au génocide dont Washington et l'Europe ainsi que leurs médias occidentaux sont complices. Pas un mot de cela n'est rapporté dans les soi-disant bastions du journalisme, dont le New York Times, la BBC et autres BFM-WC. Ils sont trop occupés à vendre de la propagande sur la CPI et la Russie.

Est-ce le meilleur cas que la CPI et ses gestionnaires occidentaux peuvent vraiment trouver contre la Russie ? Kidnapping d'enfants ? Qu'en est-il de toutes les autres allégations concernant le bombardement d'immeubles et de civils par la Russie ? S'il y avait une part de vérité dans ces affirmations largement colportées dans les médias occidentaux, pourquoi ces allégations n'ont-elles pas été citées pour des poursuites ? Ils ne l'ont pas fait parce qu'il y a si peu de preuves.

En fait, le régime de Kiev soutenu par l'OTAN est coupable d'avoir utilisé des immeubles d'habitation comme des boucliers humains civils. D'où le recours à une question émotionnellement attrayante d'enlèvement d'enfant présumé (cela nous rappelle le canular les bébés koweïtiens enlevés des maternités par les soldats irakiens).

Mais la fragilité de tout cela ne fait que rendre les revendications occidentales et la CPI encore plus absurdes qu'elles ne le sont déjà.

De toute façon, la CPI n'a aucune juridiction sur la Russie, donc les mandats d'arrêt sont lettre morte. Ils ne sont pas censés être pris au sérieux de toute façon. Tout cela n'est que du théâtre politique visant à salir Moscou.

Le tribunal n'a pas non plus compétence sur les États-Unis. Tout aussi bien, pourrait-on dire, car s'il existait de véritables principes de justice, le président américain Joe Biden devrait être sur le banc des accusés face à de multiples accusations de crimes de guerre en lien avec les guerres illégales américaines en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et au Yémen, entre autres pays.

Concernant les crimes plus récents, Biden et ses partenaires criminels de l'OTAN devraient sur le banc des accusés pour l'explosion des gazoducs Nord Stream.

Ou pour avoir parrainé et militarisé les nouveaux crimes de guerre du régime israélien contre les Palestiniens.

Ou pour avoir persécuté et torturé l'éditeur Julian Assange parce qu'il a osé révéler la vérité sur les crimes de guerre américains et britanniques.

L'hypocrisie stupéfiante et les doubles standards sont une autre preuve – si une telle preuve était nécessaire – que la dernière manœuvre de la CPI contre la Russie est un coup politique bon marché pour renforcer l'autorité dont les

États-Unis et leurs sbires occidentaux ont cruellement besoin.

Cette semaine, alors que les dirigeants américains et britanniques saluent les actes d'accusation de la CPI contre la Russie, marque également le 20e anniversaire de la guerre menée par les États-Unis en Irak. Une guerre qui a tué jusqu'à un million de civils et détruit une nation (la plus ancienne civilisation du monde), basée sur des mensonges purement et simplement fabriqués, des mensonges que Biden, alors qu'il était sénateur, a contribué à promouvoir.

Les principaux architectes de ces crimes, George W Bush et Tony Blair n'ont jamais été mentionnés, même en passant, par les avocats de la CPI. Pourquoi donc ? Parce que la CPI est un tribunal kangourou et un jouet politique que l'impérialisme occidental utilise pour poursuivre ses ennemis politiques.

En attendant, dans d'autres nouvelles...

Nous avons plus de rapports confirmant les allégations précédentes selon lesquelles Joe Biden et sa famille auraient reçu des paiements illégaux d'une valeur de millions de dollars des entreprises chinoises. Biden et son fils toxicomane Hunter (qui frappait la veuve de son frère décédé) sont jusqu'aux yeux dans la corruption due à des manœuvres louches et à l'utilisation du bureau politique du « grand gars » comme garantie. La même routine d'escroquerie a été utilisée dans les relations commerciales non officielles de Biden avec l'Ukraine après le coup d'État de la CIA en 2014.

Pendant ce temps, la semaine dernière a vu le système bancaire américain vaciller sur un autre effondrement historique à la suite de l'implosion de la Silicon Valley Bank endettée et d'autres. Pour soutenir l'avalanche financière à venir dans l'ensemble du secteur financier, l'administration Biden jette une fois de plus des centaines de milliards d'argent des contribuables pour renflouer Wall Street.

Pendant ce temps, aux États-Unis et dans toute l'Europe, des millions de travailleurs descendent dans la rue dans des grèves et des manifestations sans précédent contre les régimes capitalistes corrompus. Les conditions révolutionnaires sont à leur point d'ébullition en France où le président élitiste Emmanuel Macron (une figure de Louis XVI s'il en est une) impose des coupes dans les dépenses publiques par décret, contournant délibérément le processus parlementaire (enfin, c'est une imposture de toute façon).

Mais partout en Europe et aux États-Unis, l'opinion publique devient de plus en plus intolérante et méprisante à l'égard des soi-disant gouvernements qui dépensent des centaines de milliards pour parrainer une folle guerre par procuration en Ukraine contre la Russie à puissance nucléaire alors qu'en même temps, ces mêmes gouvernements occidentaux les dirigeants d'élite exigent plus d'austérité économique sur le public qui souffre. C'est alors que l'inégalité, la privation, le sans-abrisme, la faim et la pauvreté écrasent les sociétés.

Pendant ce temps, nous recevons cette semaine des reportages des médias occidentaux soi-disant optimistes selon lesquels l'axe de l'OTAN dirigé par les États-Unis envisage maintenant d'envoyer des avions de guerre au régime de Kiev en plus des mesures précédentes pour fournir des chars de combat Leopard, Abrams, Leclerc et Challenger – une folie qui conduira à une guerre totale avec la Russie. La dissonance entre les élites occidentales et leurs chambres d'écho médiatiques est si profonde qu'elle courtise la colère révolutionnaire, à la Marie-Antoinette, et sa fameuse remarque « S'ils n'ont pas de pain, qu'on leur donne des croissants ».

La liste des accusations s'allonge sur la montée quotidienne de la colère et du dégoût face à l'effondrement du racket occidental corrompu autrement appelé démocratie capitaliste occidentale, autrement connue sous le nom de dictature des milliardaires et des fauteurs de guerre.

Biden, Macron, von der Leyen, Stoltenberg, Trudeau, Sunak, Scholz & Co (remplissez le nom de votre clown ici : ...) ne sont pas réellement préoccupés par l'arrestation de Poutine. Ils se chient pour arrêter la révolte publique croissante contre le spectacle de clown capitaliste occidental.

Finian Cunningham

Finian a beaucoup écrit sur les affaires internationales, avec des articles publiés en plusieurs langues. Pendant près de 20 ans, il a travaillé comme rédacteur en chef et écrivain dans de grands médias d'information, dont The Mirror, Irish Times et Independent.

SOURCE : Information Clearing House